



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 Des Ailes
25 et 26 Rue Des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 26/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VAL DE LOIRE GRANULATS

Le Bout de la Vallée Poiriou
41330 Averdon

Références : 2025/472
Code AIOT : 0010011580

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement VAL DE LOIRE GRANULATS implanté Les Chesnayes, les Davières 37800 Nouâtre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été effectuée dans le cadre du suivi de la remise en état du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VAL DE LOIRE GRANULATS
- Les Chesnayes, les Davières 37800 Nouâtre
- Code AIOT : 0010011580
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site est une carrière de sable et graviers exploitée de 2014 à 2019 par la société VLG. La remise en état n'ayant pas été finalisée malgré un arrêté de prolongation et un arrêté de mise en demeure, la société VLG a été autorisée par le biais d'un arrêté de prescriptions spéciales pour une durée de 5 ans, à exploiter la carrière uniquement pour des opérations de remise en état . Le plan d'eau d'environ 2.4 ha résultant de l'exploitation est en cours de remblaiement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remblayage	AP de Mesures Spéciales du 31/07/2024, article 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Remblayage	AP de Mesures Spéciales du 31/07/2024, article 5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblayage

Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 31/07/2024, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bordereau de suivi des déchets
Prescription contrôlée : <u>Bordereau de suivi des déchets :</u> <i>Chaque apport extérieur est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets indiquant :</i> <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- les moyens de transport utilisés ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe IT de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- les quantités de déchets concernées ;- attestant de la conformité des déchets à leur destination. <i>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant.</i>
Constats :

<p>Les remblais admis sur le site proviennent exclusivement de la plateforme de Marcilly Sur Vienne, il n'y a pas d'apport extérieurs.</p> <p>L'exploitant a indiqué que cinq chantiers gérés par VLG, ont permis d'obtenir 90 % des remblais nécessaires à la remise en état du site.</p> <p>Les volumes de remblais entrant sur le site, sont comptabilisés en fin de journée, par les chauffeurs effectuant les rotations.</p> <p>Les justificatifs sont transmis à l'exploitant.</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs de suivis des remblais lors de l'inspection (DAP, bordereaux de suivi entre le site de stockage et le site de Nouâtre).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Remblayage

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 31/07/2024, article 5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de l'excavation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>[...] Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régalaie des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Les matériaux extérieurs au site sont déposés sur une aire de réception qui permet de contrôler visuellement la nature des matériaux. Dans le cas ou des déchets non autorisés (plastiques, métaux, bois...) sont détectés, ceux-ci sont triés et disposés dans des bennes prévues à cet effet. Ils sont éliminés vers des filières autorisées.[...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>La gestion du site est particulière du fait de l'application de l'arrêté de prescription spéciales. Les remblais sont déchargés et régalaés directement sur les parties à remblayer.</p> <p>Comme décrit aux points de contrôles précédents, les remblais ont été admis et stockés sur la plateforme de Marcilly Sur Vienne en 2024.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les remblais ont fait l'objet de contrôles visuels et de tris lors de leurs admissions sur la plateforme de stockage.</p> <p>Lors de la visite des zones en cours de remblaiement, l'inspection n'a pas constaté la présence de déchets non autorisés dans les remblais visibles .</p> <p>Constat : Pas d'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

